

**Délibération n° 2018-06-05/20**

**Objet : Règlement intérieur – Police municipale de la Commune de Pérols**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 5 JUIN 2018**

L'an deux mille dix-huit, le cinq juin,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 30 mai 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance a été publique.

**Présents :** J.P. Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – C. Moreteau - G. Riguidel – M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu – C. Germain – A. Estève – C. Prost - A. Jamet - S. Waselynck – B. Cosme

**Absents représentés :** J. Taverne excusée, pouvoir à J.M. Malek - M. Pellet excusé, pouvoir à J.P. Rico - B. Rodriguez excusée, pouvoir à C. Moreteau - S. Riscal excusée, pouvoir à F. Bertouy – A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – G. Della Ragione excusé, pouvoir à M. Marcou – I. Gianiel excusée, pouvoir à C. Germain

---

***Monsieur le Maire, rapporte :***

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n°84-53 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Vu le Décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Vu les articles L 212-4, L 1321-1 à 6 du code du travail.

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 21 février 2018,

Considérant la nécessité d'organiser la vie et les conditions d'exécution du travail au sein du service de Police municipale de Pérols,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver l'organisation du service et le règlement intérieur de la police municipale ;
- Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 5 juin 2018  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO